

LOÏC WACQUANT

(TEXTE TRADUIT PAR SIMON BORJA ET JOËL CABALION)

**LA FABRIQUE DU CLOISONNEMENT URBAIN
AU 21^{ÈME} SIECLE**

Regards Sociologiques, n°45-46, 2013, pp.247-261

*Cet article s'appuie sur mes livres *Parias urbains* (2006) et *Punishing the Poor* (2009), portant sur la transformation des modalités et de la gestion politique de la marginalité dans les sociétés avancées, pour décrypter l'usage de l'espace comme vecteur de fermeture sociale et de contrôle dans la ville. La première partie esquisse un cadre analytique pour l'analyse comparée du cloisonnement sociospatial, défini comme processus par lequel certaines catégories et activités sociales sont contenues et isolées dans un secteur réservé et restreint de l'espace physique et social. La seconde partie applique ce schéma et livre une analyse succincte des trajectoires divergentes du ghetto noir américain et des quartiers ouvriers d'Europe à l'ère post-fordiste ancrée par les trois concepts spatialement déclinés de ghetto, hyperghetto et anti-ghetto. L'article conclue en soulignant le rôle central de l'Etat dans le paramétrage du processus de cloisonnement tant en haut qu'en bas dans l'espace urbain selon des formules qui décrivent un continuum de la contrainte au choix.*

Je suis honoré que mon travail ait attiré l'attention de spécialistes en architecture et suis heureux de me trouver parmi vous pour donner cette conférence inaugurale¹. Mon plaisir est redoublé par le fait que, ayant été formé dans une tradition intellectuelle européenne pour laquelle le sens des frontières disciplinaires est assez estompé, je me considère moins comme un sociologue que comme un chercheur en sciences sociales, au sens générique, qui se trouve être employé par un département de sociologie. Et j'estime que se saisir des problèmes au travers des démarcations disciplinaires, ainsi qu'à travers la césure qui sépare l'investigation scientifique des engagements pratiques, est un des principaux devoirs de mon métier. Qui plus est, comme vous allez le constater, le thème du cloisonnement urbain se prête fort bien à ce type d'échange dont peuvent bénéficier à la fois chercheurs et praticiens.

Je propose de vous stimuler intellectuellement en m'attaquant à un problème auquel j'ai consacré plus d'une décennie de labeur, à savoir les

formes changeantes de la marginalité dans les villes des sociétés avancées – ce que j'appelle la *polarisation urbaine par le bas*. Je le ferai en m'appuyant sur deux de mes récents ouvrages. Le premier, *Urban Outcasts* [dont une version abrégée a paru en français sous le titre *Parias urbains*], dissèque l'implosion subite du ghetto noir américain dans le sillage des grandes émeutes de la décennie 1960 et il compare sa destinée au déclin graduel des périphéries ouvrières des villes d'Europe occidentale afin de dégager les invariants et les variations de la dynamique et de l'expérience de la relégation urbaine au tournant du siècle². Le second livre, *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Insecurity*, traque le déploiement des politiques disciplinaires, mariant les mesures sociales restrictives (dites de « *workfare* ») aux mesures pénales expansives (que j'appelle « *prisonfare* »), engagées par l'État³ pour imposer le travail précaire et endiguer les désordres générés par l'effondrement subit du ghetto noir du côté américain et par la lente décomposition des territoires ouvriers du côté européen, et leur remplacement conjoint par un nouveau

¹ Ce texte est une version abrégée et révisée de la sixième Conférence Roth-Symonds, donnée en inauguration du colloque sur « Spatial Illiteracies » organisée par l'École d'Architecture de l'Université de Yale le 27 mars 2009. J'ai coupé de nombreux exemples illustratifs et digressions analytiques tout en m'efforçant de préserver le caractère oral de cette intervention. Je remercie Iben Falconer et Olga Pantelidou pour avoir été mes sherpas lors de cette brève incursion sur les terres de l'architecture de Yale, Jack Brough pour son assistance patiente dans la préparation de ce texte, et Megan Comfort et Zach Levenson pour leurs commentaires tardifs mais perspicaces qui m'ont aidé à en clarifier les arguments. La version originale a paru sous le titre : « Designing Urban Seclusion in the 21st Century », *Perspecta: The Yale Architectural Journal*, 43, 2010, pp.165-178.

² Loïc Wacquant, *Urban Outcasts: A Comparative Sociology of Advanced Marginality*, Cambridge, UK: Polity Press, 2008 ; traduction française abrégée, *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*, Paris, La Découverte, coll. « La Découverte/Poche », 2007.

³ Loïc Wacquant, *Punishing the Poor: The Neoliberal Government of Social Insecurity*, Durham and London, Duke University Press, 2009. *Nota bene* : la version française de ce livre publiée par Agone en 2004 contre ma volonté expresse, sans contrat ni bon à tirer, est une version contrefaisante dont le contenu est nul et non avenu.

régime de pauvreté urbaine que j'appelle « marginalité avancée »¹.

Ces deux livres sont étroitement liés entre eux, d'abord par leur chronologie et les sujets qu'ils traitent et, ensuite, par les concepts qu'ils déploient : ils examinent tous deux le confinement spatial ou l'endiguement (*containment*) comme une technique de gestion des catégories et des territoires à problèmes, le sujet même de cette conférence. J'aborderai ce thème en esquissant d'abord un cadre rudimentaire qui vise à élucider l'usage de l'espace comme moyen de fermeture sociale et de contrôle dans la ville. J'appliquerai ensuite ce schéma afin de présenter une analyse condensée des trajectoires divergentes du ghetto noir américain et des districts ouvriers européens à l'ère postfordiste, ancrée par ces trois concepts spatialement déclinés : ghetto, hyperghetto et antighetto.

rudiments sur le cloisonnement sociospatial

Pour rejoindre la pratique et les préoccupations des architectes, permettez-moi d'abord d'ébaucher une sorte de *conte analytique*, une histoire dont les personnages seraient des facteurs et des mécanismes, qui nous donne prise sur la transformation des formes de l'inégalité et de la marginalité urbaines à l'aube du siècle, et sur leurs implications pour l'environnement bâti et, donc, indirectement pour vos engagements et vos réflexions professionnelles. L'énigme théorique sous-jacente qui anime l'analyse empirique des manifestations concrètes de la marginalité présentées dans *Parias urbains* et dans *Punishing the Poor* concerne l'usage de l'espace comme produit de rapports de force et instrument de pouvoir. En ce sens, le ghetto, l'hyperghetto et l'antighetto, comme la prison, sont trois configurations concrètes parmi d'autres résultant d'un processus générique que l'on peut appeler *cloisonnement sociospatial*, renvoyant au terme anglais, difficilement traduisible : *seclusion*. Je vais donc commencer par expliciter ce concept abstrait, puis je situerais la ghettoïsation et ses formes parentes au sein de la grille analytique qu'il ancre.

¹ Pour une discussion de l'arrière-plan empirique et des objectifs théoriques de ces deux livres, voir le récapitulatif de leurs liens analytiques dans : Loïc Wacquant, « Le corps, le ghetto et l'État pénal », *Labyrinthe*, 31 (3), 2008, pp.71-91 ; et *id.*, « Ghetto et anti-ghetto : une anatomie de la nouvelle marginalité urbaine », *Contretemps*, n°4, automne 2009, pp.17-22.

Le cloisonnement sociospatial est le processus par lequel certaines catégories et activités sociales se trouvent canalisées, parquées et isolées dans un quadrant réservé et restreint de l'espace physique et social. Le verbe « *to seclude* », dont l'origine remonte à 1451, provient du latin *secludere* qui signifie couper, isoler ou confiner (*shut off, to isolate, to confine*)². Le cloisonnement sociospatial peut concerner des populations (par exemple des bourgeois, des migrants, des sectes religieuses), des institutions (tels que des établissements médicaux, des « country clubs », des sex shops), et des activités (l'enseignement, le trafic de stupéfiants ou l'incinération des déchets), et il peut se spécifier selon le cadre : le cloisonnement sociospatial *rural* opère à la campagne tandis que le cloisonnement sociospatial *urbain* s'effectue dans la ville et ses alentours – un milieu que je caractériserai, non pas tant par le tryptique « taille, densité et hétérogénéité » canonisé par Louis Wirth et l'École de Chicago³, que par l'accumulation spatiale et la concrétion intense des diverses formes du capital (économique, culturel, social et symbolique) facilitées par une machinerie administrative – selon les schémas mêlés de Max Weber et Pierre Bourdieu⁴.

On peut, pour chacun de ces cadres, distribuer les formes du cloisonnement sociospatial selon deux axes principaux. Le premier est le *niveau dans la hiérarchie sociale*, qu'elle s'établisse sur la base de la classe sociale (capacité de marché), de l'ethnicité (quantum d'honneur), ou selon un classement des lieux selon leur prestige – ces classements sont généralement étroitement corrélés de sorte que le

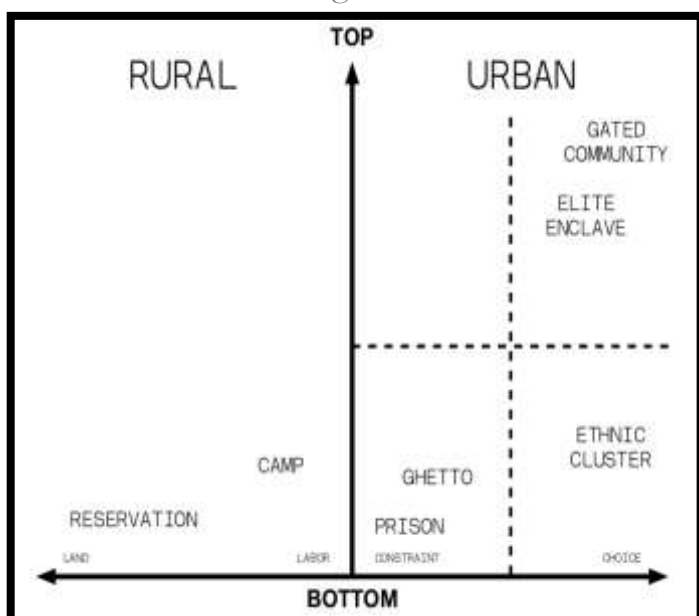
² L'article du *Oxford English Dictionary* (deuxième édition, 1989) attribue six significations au verbe "*to seclude*"; les deux premières correspondent bien à mon propos : « Fermer, enfermer ou confiner de sorte à empêcher un accès ou une influence de l'extérieur. Également, clôturer ou tenir (une chose matérielle) à l'écart dans un lieu séparé » ; « Dans un sens plus large : retirer ou prévenir de l'attention publique ; soustraire aux opportunités tirées de l'interaction sociale. » La portée sémantique du terme va jusqu'à inclure le bannissement et l'expulsion. En moyen anglais médiéval, « *to seclude* » signifiait aussi déchoir ou exclure quelqu'un d'un privilège ou d'une dignité.

³ Louis Wirth, « Urbanism as a Way of Life », *American Journal of Sociology* 14, 1938, pp.1–24, repris in Louis Wirth, *On Cities and Social Life*, Chicago, University of Chicago Press, 1964, pp.60–83.

⁴ Max Weber, « La Ville », extrait du tome 2 d'*Économie et Société*, traduction par Ph. Fritsch, Paris, Aubier, 1982 (initialement paru en allemand en 1921); et : Pierre Bourdieu, « The Forms of Capital », in Richardson J.G. (éd.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood Press, 1986, pp.241–258.

raisonnement ne change pas fondamentalement. On peut traiter cette hiérarchie comme un continuum ou, par souci de clarté didactique, la dichotomiser entre cloisonnement de la société par le haut et par le bas. La seconde dimension consiste à déterminer si le cloisonnement est *électif*, résultant d'un choix ou d'un désir de participer ou de limiter sa présence et ses pérégrinations à une zone particulière, ou bien *imposée*, produite par la contrainte, comme dans les cas où les agents se voient forcés par des pouvoirs extérieurs à fixer leurs activités, à réduire leur mouvement ou à restreindre leur résidence à un lieu donné. Dans le premier cas le cloisonnement sociospatial est généré et solidifié par les affinités de l'intérieur ; dans le second cas il dérive de l'hostilité provenant de l'extérieur.

Figure 1



On peut ensuite distribuer les formes idéaltypiques du cloisonnement sociospatial urbain dans l'espace bidimensionnel défini par ces deux axes (voir la Figure 1) : électif ou forcé, en haut ou en bas. Dans le quadrant supérieur de droite, du côté du choix et en haut de l'espace physique et social, on trouvera les catégories qui choisissent l'isolement et recherchent à protéger l'intimité de leur vie, qui souhaitent rester dans l'entre-soi, à l'écart des populations dévalorisées et des activités dévalorisantes. Cet auto-cloisonnement en haut nourri par l'orientation centripète du groupe est représenté par les enclaves des élites ou les districts traditionnels des classes supérieures dans la ville (tels que ceux qu'ont érigés et que défendent avec férocité la haute bourgeoisie parisienne décrites avec verve par

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot¹) et, dans une forme hyperbolique, par les *gated communities* qui ont essaimé en sommet de la pyramide sociale et spatiale au cours des deux décennies passées (où l'isolement volontaire se concrétise par une frontière physique, une clôture avec un portail et des gardes fournissant surveillance et protection) afin d'offrir un havre d'homogénéité sociale, une sécurité par rapport au crime, et les comforts liés à l'appartenance à une communauté et à un lieu privilégiés². On trouve donc, tout en haut, des activités nobles exercées par des personnes puissantes, dotées du capital matériel et symbolique leur permettant d'exclure les autres et de s'auto-cloisonner, tandis qu'en bas s'empilent les activités ignobles et les populations impures dépourvues de capital économique et culturel, les catégories dépossédées et déshonorées.

Les deux principales formes ethnoraciales déployées au pied de la hiérarchie urbaine pour effectuer le cloisonnement sociospatial sont *le ghetto* et *le quartier ethnique*, qu'il faut se garder de confondre. Ces formes se situent en effet aux deux extrémités opposées du continuum contrainte/choix et qu'elles remplissent des fonctions opposées dans la structure urbaine. Dans son étude sur « La peur de toucher » dans la Venise du seizième siècle où il retrace l'invention du premier ghetto de l'histoire, Richard Sennett forge une belle expression qui en saisit bien la mission. Il qualifie le ghetto de « pré-servatif urbain »³ puisque, de par sa conception, il autorisait la pénétration de la ville chrétienne par les Juifs (la prince a besoin d'eux pour fournir une gamme de services financiers, commerciaux et culturels essentiels au succès de la cour) tout en les isolant de sorte à réduire leurs contacts intimes avec la population chrétienne (en accord avec la croyance collective qui fait du corps juif un organisme corrompu et corrupteur, vecteur de maladie et d'hérésie). Le ghetto émerge comme un dispositif sociospatial qui permet de joindre *l'exploitation écono-*

¹ Pinçon Michel et Pinçon-Charlot Monique, *Les Ghettos du Gotha. Comment la bourgeoisie défend ses espaces*, Paris, Seuil, 2007.

² Blakely Edward J. et Gail Snyder Mary, *Fortress America: Gated Communities in the United States*, Washington, DC, Brookings Institution, 1999 ; Atkinson Rowland et Blandly Sarah (éd.), *Gated Communities : International Perspectives*, New York, Routledge, 2006.

³ Sennett Richard, *Flesh and Stone : The Body and the City in Western Civilization*, New York, W.W. Norton, 1994, pp.228-237 (trad. fr. *La Chair et la Pierre. Le corps et la ville dans la civilisation occidentale*, Paris, Verdier, 2002).

mique et l'ostracisation sociale de cette catégorie paria¹ : pendant la journée, les Juifs se dispersaient dans la ville afin d'y remplir leurs activités économiques essentielles mais, dès la tombée de la nuit, ils retournaient derrière les portes verrouillées de leur district réservé sous peine de punition sévère. Lorsqu'ils circulaient en dehors des murs du ghetto, ils devaient porter un accoutrement distinctif (tel qu'un chapeau jaune ou une casquette pointue) afin que les chrétiens puissent les identifier et les éviter. Le même dispositif spatial fut réinventé et déployé quatre siècles plus tard dans les régions du Nord-est et du Centre-ouest des États-Unis lorsque les Noirs du Sud migrèrent par millions vers les villes industrielles en plein essor, avides de leur force de travail mais qui refusaient qu'ils se mélangent aux habitants blancs, de peur que cela ne conduise à instaurer l'« égalité sociale » entre les « races » supposées et donc à favoriser l'horreur de la « *miscegenation* »². Dans ce cas, la couleur de peau était la marque extérieure de l'appartenance à une catégorie ethnoraciale inférieure à éviter, et la « Bronzeville » au pourtour clairement délimitée servait à la fois de réservoir de main d'œuvre et de conteneur prophylactique pour corps contaminants.

Dans l'entre-deux guerres, l'École de Chicago, qui propulsa l'étude sociologique de la ville aux États-Unis, commit l'erreur cardinale qui consiste à amalgamer les bosquets résidentiels et institutionnels formés par les vagues récentes d'immigrés irlandais, italiens, polonais et allemands sous une notion mal définie – car issue du sens commun – de « ghetto » recouvrant les districts juifs et la Ceinture noire de la ville. C'est ce que j'appelle l'erreur de Wirth, d'après Louis Wirth, l'un des fondateurs de l'écologie urbaine, et ce pour deux

raisons. En premier lieu, Wirth lui-même démontre à son corps défendant, dans son ouvrage classique *The Ghetto*³, qu'il n'a jamais existé de ghetto juif aux États-Unis autrement que sous la forme d'un « état d'esprit » (« *state of mind* »), c'est-à-dire, sous la forme d'un « *wefeling* », un ressenti subjectif d'appartenance communautaire et d'une orientation culturelle commune – ce qui n'a rien à voir avec un dispositif sociospatial concret de clôture. En second lieu, et cela est décisif, à l'inverse de la Ceinture noire, l'enclave fixe et exclusivement noire dans laquelle tous les Africains-américains étaient forcés de résider indépendamment de leur position de classe par l'effet combiné de la pression légale, de l'intimidation de rue et de la violence collective, les grappes ethniques blancs étaient des ensembles labiles de composition mélangée, de localisation mobile, et ils ne contenaient qu'une minorité de leurs populations migrantes respectives, qui y habitaient principalement en raison de contraintes de classe et d'attraction culturelle.

En termes architecturaux, la grappe ethnique (blanche) peut être représenté par un *pont* tandis que le ghetto (noir) serait figuré par un *mur*. L'un est un mécanisme temporaire et flexible de cloisonnement au sein d'un périmètre poreux qui fait office de chambre d'acclimatation et d'étape-relais vers l'assimilation culturelle et l'intégration sociospatiale dans la société environnante. L'autre est un moyen de cloisonnement sociospatial permanent et inflexible à l'intérieur d'une poche imperméable travaillant à isoler et à dissimiler la population qu'il contient pour une durée indéfinie (jusqu'à ce qu'elle se dissolve). En somme, la grappe ethnique et le ghetto présentent des structures divergentes et remplissent des fonctions opposées ; c'est par conséquent une erreur sociologique fondamentale que de les amalgamer. C'est pourtant là une erreur qui est couramment commise par les chercheurs en sciences sociales – comme l'illustre, parmi maints autres exemples, le récit historique de Joshua Zeitz sur « le New York ethnique » après la Seconde Guerre Mondiale⁴.

Une erreur dérivée consiste à remplacer la fermeture ethnoraciale par la privation de revenus de sorte à assimiler le ghetto à « un quartier caractérisé par une forte concentration de populations

¹ Wacquant Loïc, « Les deux visages du ghetto : construire un concept sociologique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, décembre 2005, pp.4-21.

² Cf. Spear Allan H., *Black Chicago : The Making of a Negro Ghetto, 1890-1920*, Chicago, University of Chicago Press, 1968 ; Osofsky Gilbert, *Harlem : The Making of a Ghetto — Negro New York, 1890-1930*, 2ème éd., New York: Harper et Row, 1971 ; Phillips Kimberley L., *Alabama North: African-American Migrants, Community, and Working-Class Activism in Cleveland, 1915-1945*, Urbana, University of Illinois Press, 1999. Le terme de « *miscegenation* » est intraduisible : inventé en 1863 et diffusé après l'abolition de l'esclavage par les idéologues négrophobes, il désigne et condamne à la fois l'« amalgame » des « races » blanche et noire comme un mélange contre nature, produit du dérèglement sexuel et cause de dégradation physique, morale et culturelle conduisant à la ruine de la civilisation (voir Lemire Elise Virginia, « *Miscegenation* » : *Making Race in America*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2002).

³ Wirth Louis, *The Ghetto*, Chicago, University of Chicago Press, 1928 (trad. fr. *Le Ghetto*, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980).

⁴ Zeitz Joshua M., *White Ethnic New York: Jews, Catholics, and the Shaping of Postwar Politics*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2009.

pauvres indépendamment de leur recrutement ethnique »¹. Selon cette (re)définition pour le moins entortillée qui s'est diffusé dans les secteurs hétéronomes de la recherche sur les politiques publiques portant sur la pauvreté urbaine dans les États-Unis dans les années 1990, les comtés ruraux du Sud et les réserves amérindiennes se muent subitement en gigantesques ghettos, tout comme le devient tout quartier paupérisé d'une ville exclusivement blanche ; mais à ce compte ni *ghetto novo* vénitien ni la Bronzeville de Chicago à leur acmé historique n'étaient des ghettos ! Ce qui suffit à démontrer l'incohérence et l'absurdité de ce tour de passe-passe définitionnel.

Pour mieux comprendre la différence entre le ghetto et le quartier ethnique, il est utile de reporter en bas du diagramme des formes de cloisonnement sociospatial une troisième institution de *confinement forcé* : la prison. En effet, la prison déploie la contrainte physique matérialisée par les murs, les barreaux et la force des gardes pour ségréguer les condamnés, catégorie discréditée dont les droits et les contacts avec les personnes extérieures sont amputés sous l'effet d'une sanction infligée pour avoir enfreint les lois criminelles stipulant des normes sociétales de comportement. Elle constitue une manière de *ghetto judiciaire*, au sein duquel les reclus développent une société parallèle et une culture spécifique en réponse à l'isolement imposé et aux privations qu'il détermine². Inversement, on peut penser le ghetto comme une *prison ethnoraciale* qui confine une population déshonorée dans un périmètre réservé au sein duquel cette dernière se voit contrainte de développer une sphère de vie séparée en réaction à l'enfermement spatial et au bannissement social. Dès qu'on saisit cette parenté structurale et fonctionnelle entre le ghetto et la prison (attestée par leur proximité sur ma carte analytique des formes du cloisonnement sociospatial), on comprend comment l'effondrement du premier,

après les émeutes raciales des années 1960, a conduit à l'expansion de la deuxième comme institution de substitution visant à contrôler une population déshonorée, démunie et considérée comme dangereuse³.

Le ghetto est, par définition, une créature urbaine qui émerge dans le contexte d'un peuplement dense et avide de la valeur économique que procure la catégorie stigmatisée – sinon cette dernière serait tout simplement exclue ou expulsée, comme les Juifs l'ont été périodiquement avant l'émergence des principautés urbaines et comme le furent les Noirs américains avant l'avènement du fordisme. Si la conférence Roth-Symonds était une série de conférences plutôt qu'une leçon unique, j'aurais consacré quelques séances à disséquer les formes de cloisonnement sociospatiales en milieu rural, car il y a beaucoup à apprendre de cette comparaison. Dans les campagnes, le principal facteur de différenciation des modalités de l'enfermement spatial est de savoir si la catégorie subalterne doit *se déplacer* pour offrir sa force de travail ou si elle doit *être déplacée* pour libérer les terres qu'elle occupe. Dans les cas où le groupe dominant ne souhaite pas ou ne peut pas extraire le labeur des subalternes, mais cherche plutôt à s'arroger leur territoire, comme dans les confrontations coloniales visant au peuplement, on constate souvent la création de *réserves*, c'est-à-dire de périmètres bornés et réservés, généralement localisés dans une zone reculée et en jachère économique, régie par un cadre juridique spécial et des règles coutumières conçues pour regrouper et immobiliser cette population. C'est, en abrégé, ce qui est advenu aux Indiens, peuples natifs de ce pays : pour un éventail de raisons démographiques, culturelles et politiques, ils ne constituent pas un gisement de force de travail exploitable, mais ils occupaient des terres fertiles indispensables au développement du projet colonial d'expansion agraire. Par conséquent, le cloisonnement sociospatial a été exercé pour les déplacer vers des zones restreintes de sorte à capturer leurs terres et à neutraliser les menaces qu'ils présentaient pour les colons de « la frontière »⁴. En se déplaçant

¹ Mario Small, *Villa Victoria: The Transformation of Social Capital in a Boston Barrio*, Chicago, University of Chicago Press, 2004, p.3.

² L'analogie vire à l'homologie dès qu'on relève que la prison fut inventée à la fin du long seizième siècle, non pas comme dispositif de lutte contre la criminalité, mais comme un instrument visant à juguler la marginalité urbaine et à inculquer l'éthique du travail (salié) aux « mendiants valides » (c'est le problème des « *sturdy beggars* ») qui menaçaient l'ordre public et l'instauration de nouveaux rapports sociaux de production dans la ville capitaliste émergente. Voir: Spierenburg Pieter, *The Prison Experience: Disciplinary Institutions and their Inmates in Early Modern Europe*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press, 1991.

³ Wacquant Loïc, « Symbiose fatale : Quand ghetto et prison se ressemblent et s'assemblent », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°139, 2001, pp.31–52 ; et : id., *Punishing the poor*, *op. cit.*, chapitre 6.

⁴ Cornell Stephen, *The Return of the Native: American Indian Political Resurgence*, New York, Oxford University Press, 1988. C'est aussi le cas des Kanaks de Nouvelle-Calédonie, une île colonie de la France dans le Pacifique Sud où j'ai conduit mes premières enquêtes sociologiques dans les années 1980, dont

vers la droite le long de l'axe terre/travail de l'espace rural, on parcourt une gamme de constellations intermédiaires qui se cristallisent en vue d'approprier la force de travail des populations subalternes tout en les empêchant de s'installer dans la ville, car leur urbanisation augmenterait le coût de leur reproduction et générerait des pressions favorables au mélange ethnique (qui, à son tour, saperait la pureté ethnoraciale et la hiérarchie qu'elle ancre). Dans les scénarios de ce type, on obtient la figure du *camp*, dont on peut distinguer deux grands types: le *camp de travail* pour les migrants (ou pour les condamnés de droit commun et les prisonniers politiques) et le *camp de réfugiés* pour les personnes déplacées par suite d'un conflit entre ethnies ou États¹.

En un mot, l'intérêt du schéma esquissé ici tient à ce qu'il nous permet d'englober dans un seul et même cadre analytique différentes formes de cloisonnement sociospatial et donc de les théoriser de concert, plutôt que de les traiter séparément, comme si elles répondraient à des logiques différentes et relevaient de domaines d'investigation disjointes (les études rurales, la sociologie urbaine, la criminologie et l'anthropologie des inégalités ethniques et de classe). La sectorisation conventionnelle de la recherche tend à obscurcir *la manière dont l'espace est déployé pour définir et confiner des catégories et des activités*. Le sociologue urbain normal (au sens de Thomas Kuhn) ne prête guère d'attention aux collectivités rurales d'où proviennent les citadins immigrés et perd le profit analytique que génère le fait de tracer les mêmes processus sociospatiaux de concentration, de séparation, et d'assignation à l'œuvre dans des cadres différents. De même, les chercheurs qui travaillent sur les quartiers huppés et les *gated communities* sont oublieux des ghettos et des prisons; ils conçoivent la formation d'enclaves de privilèges comme un processus en soi, déconnecté du sort des catégories dépossédées et déshonorées

le cas est unique dans les annales de l'ancien empire français en ceci que les autorités y ont déployé un système dual de droit et de propriété matérialisé par des réserves qui survivent jusqu'à ce jour. Voir : Claude Liauzu, éd., *Dictionnaire de la colonisation française*, Paris, Larousse, 2007.

¹ Je renvoie sur ce front aux enquêtes stimulantes de l'anthropologue Michel Agier, qui a traqué la dynamique de la marginalisation en étudiant la décomposition de la ville le long d'un continuum courant du déclin des quartiers populaires aux ghettos et aux camps de réfugiés et de populations déplacées sur trois continents. Voir : Agier Michel, *L'Invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas*, Paris, Archives Contemporaines, 1999 ; et, id., *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*, Paris, Flammarion, 2008.

piégées dans les régions inférieures de l'espace physique et social, alors qu'en réalité ils sont directement liés (l'effondrement du ghetto noir, et la peur raciale diffuse qu'il a déclenché, est une cause directe majeure de l'essor de zones résidentielles clôturées)². Les spécialistes de l'immigration se focalisent sur les quartiers ethniques – aux États-Unis, cela veut dire les courants migratoires venus d'Europe et des pays hispanophones et asiatiques – et abandonnent l'étude du ghetto aux historiens de l'urbanisation noire américaine (il y a des exceptions remarquables, tels que l'analyse des destins contrastés des Noirs, des Italiens et des Polonais à Pittsburgh durant la première moitié du vingtième siècle par John Bodnar et ses collègues³, mais elles sont anciennes et éparées). Enfin, les criminologues et pénalistes qui se penchent sur l'incarcération n'établissent jamais de liens entre la composition et le rôle changeants de la prison et les formes extérieures de contention spatiale imposées à sa clientèle prioritaire, tandis que les chercheurs en sciences sociales étudiant le ghetto noir ignorent la prison, cela bien que l'effondrement du premier soit une cause majeure de l'expansion florissante de la seconde dans la mesure où ces deux institutions se sont trouvées par une triple relation de suppléance fonctionnelle, de continuité structurale et de syncrétisme culturel⁴.

La notion de cloisonnement sociospatial peut servir, non seulement à comparer et contraster les expériences spatiales de différentes populations à différents niveaux de la structure sociale, mais aussi à cartographier comment une même population peut être canalisée par une combinaison de dispositifs spatiaux au fil du temps. On peut, par exemple, « brancher » l'Afrique du Sud sur ce diagramme et relier la gamme des formes sociospatiales déployées depuis la formation de la république sud-africaine pour solidifier la domination raciale et l'exploitation de classe. A l'extrémité gauche du spectre, on trouverait l'institutionnalisation des réserves héritées de l'époque coloniale sous le régime dit de « Ségrégation » (1910-1948) et, plus tard, les Bantustans, ces républiques noires fictives inventées par les dirigeants Blancs en 1958

² De surcroît, la plupart des études sur les *gated communities* ont été réalisées par des urbanistes et des anthropologues, deux disciplines que leurs penchants méthodologiques amènent à isoler leurs objets des macrostructures de pouvoir.

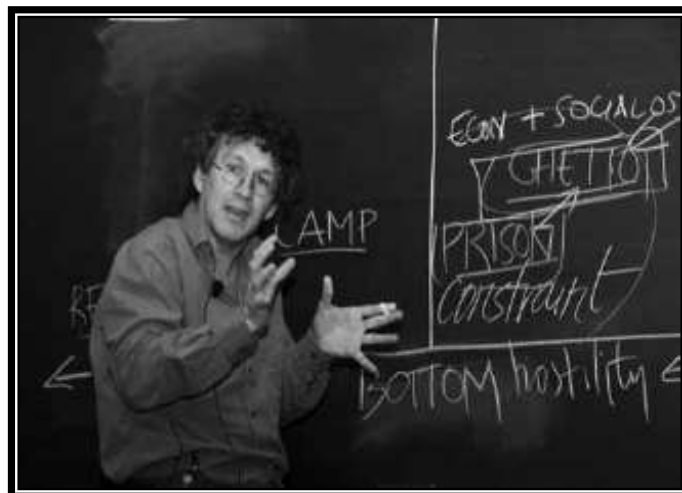
³ Bodnar John, Simon Roger et Weber Michael P., *Lives of Their Own: Blacks, Italians, and Poles in Pittsburgh, 1900–1960* Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1983.

⁴ Wacquant, « Symbiose fatale », *art. cit.*

afin d'« externaliser » la citoyenneté des Noirs. Près du centre du diagramme, on situerait les complexes miniers, une variante du camp de travail, qui servaient à recruter et à fixer la main d'œuvre tournante au profit des industries extractives pendant et après le « boom minéral ». Mis ensemble, réserves et camps miniers étaient censés brider l'urbanisation des populations « bantoues », mais elles ont échoué dans cette mission de sorte que les Noirs se sont installés en masse à l'intérieur et à la périphérie des villes. Là, ils se sont vus relégués dans les *townships* (la version sud-africaine du ghetto), districts séparés et inférieurs mais relativement autonomes, au sein desquels ils ont peu à peu accumulé les ressources leur permettant de défier puis, au final, de renverser l'Etat racial érigé par les Blancs. Pendant ce temps, au sommet de la structure économique, ethnique et urbaine fleurissaient les enclaves fortifiées des élites et autres *gated communities* des classes supérieures, d'abord exclusivement blanches sous l'apartheid puis en partie noires après 1994¹.

L'Afrique du Sud est un cas particulièrement riche pour explorer les problèmes de cloisonnement sociospatial car c'est une société qui a poussé la *spatialisation de la domination* à son paroxysme. Durant l'époque de l'apartheid en particulier, l'État créa un vaste appareil bureaucratique et un canevas complexe de règles visant à imposer une correspondance étroite entre l'espace symbolique (la division rigide de la société en une hiérarchie de catégories ethnoraciales officielles mutuellement exclusives), l'espace social (la distribution des ressources efficaces à ces différentes catégories), et l'espace physique (la répartition d'autorité des populations dans les villes comme dans les campagnes)². A cet égard, l'expérience sud-africaine s'oppose à celle du Brésil, où le flou caractérise aussi bien la division ethnoraciale que sa projection dans l'espace, ainsi qu'en atteste le faible niveau de ségrégation selon la couleur de peau³. Cette opposition pointe la nécessité de développer les études comparatives sur les

causes, les bases et les conséquences des combinaisons de formes de cloisonnement sociospatial qui se développent dans telle ou telle société.



structure, fonctions et destin du ghetto noir américain

Considérons à présent le ghetto comme modalité de cloisonnement sociospatial, et le destin du ghetto noir américain après le reflux du mouvement des droits civiques comme énigme historique. Pour fabriquer du ghetto il faut *assembler quatre composantes structurales*. Le premier est le *stigmat* : un ghetto émerge au cours d'échanges avec une population porteuse de souillures, c'est-à-dire à la fois polluée et polluante aux yeux de la catégorie dominante, au point que tout contact intime avec elle doit impérativement être restreint voire interdit. Dans le cas des Juifs des ghettos de l'Europe occidentale de la Renaissance, le stigmat était ethno-religieux, associé à la croyance collective des Chrétiens selon laquelle les Juifs étaient responsables de la mort du Christ, porteurs de maladies contagieuses et vecteurs d'immoralité et d'hérésie⁴. Pour les Africains Américains des métropoles industrielles de l'âge fordiste entre 1910 et 1970, c'était la flétrissure associée à l'esclavage, élaborée par les croyances ordinaires, religieuses et pseudo-scientifiques sur l'infériorité supposée des Noirs, et même sur leur prétendue bestialité⁵.

¹ Murray Martin J., *Taming the Disorderly City: The Spatial Landscape of Johannesburg after Apartheid*, Ithaca, Cornell University Press, 2008; Christopher A.J., *The Atlas of Changing South Africa*, New York, Routledge, 2001.

² Evans Ivan Thomas, *Bureaucracy and Race: Native Administration in South Africa*, Berkeley, University of California Press, 1997.

³ Telles Edward E., « Race, Class and Space in Brazilian Cities », *International Journal of Urban and Regional Research* 19, n°3, septembre 1995, pp.395-406.

⁴ Stow Kenneth R., *Alienated Minority: The Jews of Medieval Europe*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1992.

⁵ Kolchin Peter, *American Slavery, 1619– 1877*, New York, Hill and Wang, 1993 ; et : Fredrickson George M., *The Black Image in the White Mind : The Debate on Afro-American Character and Destiny, 1817-1914*, New York, Harper and Row, 1971.

La deuxième composante du ghetto est la *contrainte* : nous avons vu que la concentration spatiale de populations peut résulter d'une imposition extérieure mais aussi d'affinités internes, à travers l'auto-cloisonnement électif fondé sur la classe, la culture ou toute autre propriété relevant du style de vie. Ces deux scénarios ne doivent pas être confondus. Il n'est pas inutile de le répéter ici : dans l'Amérique du début de vingtième siècle, les populations bigarrées venues d'Europe de l'Est, Centrale et du Sud, désignées par le terme (péjoratif) de *white ethnics*, se regroupaient, de manière éparse et temporaire, dans des grappes ethniques composites (*Little Italy, Little Ireland, Germantown*, etc.) nées de la confluence de l'expérience partagée de la migration, de la position de classe et de la sympathie culturelle; mais aucune de ces catégories ne furent jamais uniformément forcées à résider au sein d'un territoire déterminé et réservé où seuls vivaient des membres de même filiation ethnique, comme cela fut le cas des Africains Américains après la décennie 1910¹.

De fait, la troisième composante du ghetto n'est autre que *l'assignation spatiale* : un ghetto se cristallise lorsqu'une population stigmatisée vient à résider dans un périmètre clos auquel elle est consignée de force et qui lui est en retour assigné en propre, de sorte que l'implication réciproque de la catégorie et du territoire débouche sur l'homogénéité et l'exclusivité ethniques. Ce qui pointe le quatrième et dernier ingrédient rentrant dans la fabrication du ghetto, à savoir le *parallélisme institutionnel*. Du fait que la population souillée se trouve contrainte de vivre exclusivement dans son district d'assignation, duquel elle ne peut s'échapper, elle y développe un réseau d'institutions propres qui tendent à dupliquer et à se substituer aux institutions de la société environnante qui la rejette. Ainsi, les Juifs d'Italie au début de l'ère moderne, obligés à vivre dans un district réservé aux Juifs, y ont élaboré une dense panoplie d'organisations culturelles, économiques et d'entraide. Ces institutions leur ont permis de se forger une identité commune supplantant les différences héritées de nationalité, de provenance géographique et de langue. De fait, ils ont créé une « ville juive [auto-

nome] au sein de la ville chrétienne »², de même que les Africains Américains migrant du Sud rural dans la métropole fordiste de l'entre-deux guerres ont érigé une « ville noire au sein de la ville blanche » afin de subvenir à leurs besoins collectifs que le durcissement de l'exclusion blanche ne permettait pas de satisfaire. On trouvera un portrait saisissant de l'ascension et de la consolidation de cette *Black Metropolis*, forte de ses propres églises et médias, de ses loges et de ses lieux de divertissement, de ses cabinets professionnels et de ses organisations politiques, de ses entreprises et de son économie souterraine, tenus par les Noirs et pour les Noirs, dans le maître-livre du même nom publié en 1945 par St. Clair Drake et Horace Cayton – c'est à mes yeux l'un des dix plus grands livres de science sociale au monde et sa lecture est indispensable pour tout chercheur sur la ville qui se respecte³.

Ce qui nous met sur la piste des *deux rôles antinomiques* joués par le ghetto aux deux extrémités du rapport de domination ethnoraciale qu'il matérialise, antinomie que les historiens de la diaspora juive en Europe, les anthropologues des régimes de castes en Asie et en Afrique, et les sociologues de l'expérience noire dans l'Amérique industrielle, ont paradoxalement documenté, mais qu'ils ont failli à appréhender et à thématiser comme telle. On discerne d'emblée que, du point de vue du dominant, le ghetto est *un glaive*, un instrument d'oppression car il ampute décisivement l'espace et les chances de vie de la catégorie cloisonnée. Mais, et c'est tout aussi important, saisi d'en bas et de l'intérieur, le ghetto est un robuste *bouclier sociospatial*, un tampon protecteur qui engendre un *Lebenswelt* distinctif au sein duquel le dominé trouve un répit du contact direct avec le groupe opprimant⁴. Ainsi, du point de vue des Juifs dans la ville européenne au début de l'ère moderne, comme du point de vue des Africains Américains dans la métropole fordiste, être ghettoisé offrait une sphère de vie propre, à la fois séparée et protégée, qui minimisait les interactions de face à face et donc les frictions avec le dominant. L'enfermement dans le ghetto les a coupé de l'extérieur et liés de l'intérieur : il leur a permis

¹ Philpott Thomas Lee, *The Slum and the Ghetto: Immigrants, Blacks, and Reformers in Chicago, 1880–1930*, New York, Oxford University Press, 1978 ; et : Lieberman Stanley, *A Piece of the Pie: Blacks and White Immigrants Since 1880*, Berkeley, University of California Press, 1980.

² Calimani Riccardo, *The Ghetto of Venice : A History*, New York, M. Evans et Co, 1987 (trad. française, *Histoire du ghetto de Venise*, Tallandier, 2008).

³ St. Clair Drake et Horace Cayton, *Black Metropolis: A Study of Negro Life in a Northern City*, Chicago, University of Chicago Press, 1993 ; paru initialement en 1945).

⁴ Wacquant Loïc, « Les deux visages du ghetto », *art. cit.* pp.12-13.

d'accumuler du capital économique, d'élaborer des espèces distinctives de capital culturel, et d'amasser le capital social nécessaire pour s'organiser et, au bout du compte, défier le stigmatisme dont ils étaient porteurs et l'exclusion dont ils souffraient. La force du ghetto comme *échafaudage de cohésion sociale et moteur de production culturelle* permet à ses habitants d'inverser la valence du capital symbolique négatif qui leur est collectivement attaché – comme en atteste l'irruption du slogan « *black is beautiful* » concomitante de la vague d'émeutes raciales des années 1960 – et, au final, de s'attaquer frontalement au dispositif sociospatial qui les définit et les confine.

Dans un ouvrage à paraître sous le titre *Les Deux visages du ghetto* (dont ceux d'entre vous qui pratiquent l'allemand peuvent lire une première ébauche sous le titre plus évocateur, *Das Janusgesicht des Ghettos*), je soutiens que les ghettos ont été envisagés au travers d'un prisme moral que résumé l'équation faussement évidente: j'étudie la domination raciale = je suis contre le racisme = les objets que j'étudie sont mauvais¹. En tant que modalité de la domination raciale, le ghetto heurte notre sensibilité morale dans la mesure où il viole les principes sacrosaints de l'égalité individuelle et de la dignité pour tous. En conséquence de quoi, ils sont toujours dépeints comme des constellations néfastes aux attendus négatifs qu'on se doit de condamner, d'empêcher d'émerger ou de saper – ainsi la multiplication des déclarations voire des lois « anti-ghetto ». Mais le sentiment moral généreux qui sous-tend cette indignation est un grave obstacle à l'analyse sociologique (c'est là une application particulière du principe général du raisonnement en science sociale que mon maître et ami Pierre Bourdieu aimait rappeler : « Les bons sentiments font de la mauvaise sociologie »).

L'approche *accusatoire* communément adoptée par les chercheurs intéressés par l'inégalité ethnique et spatiale les a empêchés de reconnaître qu'un ghetto est un dispositif bifide : c'est tout à la fois et *inséparablement* un instrument de subordination et une matrice de protection, d'unification et de cohésion. Nous devons impérativement saisir les *avantages cachés et contre-intuitifs de la ghettoïsation*, laquelle fournit à une catégorie ethnoraciale subalterne un vecteur d'auto-organisation et de mobili-

sation et, partant, un tremplin collectif pour déployer son « pouvoir d'en bas ». C'est pour cette raison même que les ghettos sont des constellations structurellement instables dotées d'une durée de vie limitée (en dehors des formations sociales fondées sur les différences d'ordre au sens de Mousnier)² : ils sèment les germes de leur propre destruction en renforçant les populations subalternes et en ancrant des frontières ethnoraciales claires et saillantes qui peuvent de ce fait même être attaquées – alors que d'autres modalités de la domination ethnoraciale, telle que la discrimination brouillée et la ségrégation estompée du type de celles imposées aux migrants postcoloniaux en Europe occidentale ou aux personnes de couleur au Brésil, par exemple, rendent bien plus difficile à ces populations déshonorées et dépossédées de se constituer en tant que groupe mobilisé afin de remettre en cause leur marginalisation.

Qu'est-il advenu du ghetto noir américain après les soulèvements des années 1960 ? Dès lors qu'on saisit qu'un ghetto n'est pas seulement un lieu ségrégué, une zone d'habitat délabré ou de déréliction sociale, un « mauvais » quartier abritant toutes sortes de pathologies sociales, dont le vice et la violence (ce qu'il peut devenir *après* qu'il s'effondre) ; dès lors qu'on discerne qu'il est un dispositif sociospatial particulier visant à conjuguer exploitation économique et ostracisation sociale, on peut pister les causes de l'implosion brutale des *Bronzevilles* de l'Amérique après l'apogée du Mouvement des droits civiques. Le ghetto noir s'est défait ; il s'est pour ainsi dire effondré sur lui-même sous les coups de butoir de trois forces convergentes. La première est *économique* : c'est la transition d'une économie industrielle fordiste, fondée sur la production manufacturière en usines localisées au sein des villes et nécessitant de vastes réservoirs de main-d'œuvre déqualifiée, à une économie des services décentralisée, au sein de laquelle l'automatisation, la relocalisation à l'échelle nationale puis mondiale, et le regain de l'immigration ouvrière ont rendu les travailleurs noirs urbains obsolètes. Le deuxième facteur est *démographique et politique* : c'est ce que j'appelle la « Grande migration blanche ». Les historiens étasuniens ont produit d'excellents livres sur la Grande migration *noire* des comtés agraires du Sud vers les villes industrielles

¹ Wacquant Loïc, *Das Janusgesicht des Ghettos und andere Essays*, "Baumwelt Fundamente" Series (Basel and Berlin: Birkhäuser Verlag, 2006); à paraître en français sous le titre *Les Deux visages du ghetto* (Paris, Éditions La Découverte, 2012).

² Mousnier Roland, *Les Hiérarchies sociales de 1450 à nos jours*, Paris, PUF, 1969.

du Nord entre les deux guerres mondiales¹, mais nous ne disposons toujours pas d'une analyse élargie de l'exode massif des *Blancs* partis se réfugier en banlieue en réaction à l'arrivée des Noirs dans la ville, et de ses effets ramifiants sur la société, la culture et la politique étasuniennes².

Dans les années 1960 et 1970, les Blancs ont fui par millions pour recréer dans les banlieues la distance sociale et spatiale avec les Noirs du Sud affluant dans la métropole. Ce gigantesque transfert de population a déplacé le centre de gravité électoral du pays du cœur des villes à leurs périphéries, réduisant d'autant l'influence politique de la population des quartiers ségrégués des centres-villes déjà marginalisés dans le domaine économique. Il a également provoqué la crise fiscale des villes durant la décennie 1970, laquelle a servi de prétexte aux élites politiques pour démanteler les programmes d'aide aux pauvres et pour réorienter les politiques urbaines en faveur de la fourniture de services aux entreprises et d'équipements dédiés à la classe moyenne. La troisième force qui a transformé le ghetto noir est le succès de la mobilisation noire contre la domination blanche, sous la forme du Mouvement des droits civiques et de son extension radicale, le mouvement du Black Power qui s'est tourné vers la dénonciation frontale du cloisonnement sociospatial et des disparités économiques dans la métropole.

Ces trois forces ont conflué pour déclencher l'implosion du ghetto noir américain, qui s'est mué en une constellation duale composée de l'hyperghetto et de quartiers satellites de classe moyenne noire. En ouvrant de

larges espaces vacants à la lisière du ghetto historique, la fuite massive des Blancs vers les banlieues a permis à la bourgeoisie afro-américaine de migrer puis de croître dans des quartiers ségrégués jouxtant le ghetto historique, séparés des Blancs mais aussi des couches inférieures de la population noire prises au piège de l'effondrement de Bronzeville. Dans la décennie 1970 s'est affirmé un double processus de différenciation sociale et spatiale de la population noire, de sorte que le cloisonnement sociospatial des Africains Américains dans la ville a perduré, mais à travers un nouveau dispositif spatialement bifide articulant deux « conteneurs » urbains distincts : l'hyperghetto pour les fractions précaires de la classe ouvrière et des quartiers ségrégués, physiquement et socialement isolés de l'hyperghetto, pour les classes moyennes et supérieures.

Trois propriétés distinguent l'hyperghetto de la fin de siècle du ghetto communautaire qui a émergé dans les années 1910 et a connu son apogée autour de 1950 avant de s'effondrer à la fin des années 1960. Tout d'abord, l'hyperghetto ne remplit aucune fonction économique puisque la force de travail qu'il contient a été rendue surnuméraire. Ensuite, l'obsolescence économique a nourri la différenciation sociale et l'évaporation de la bourgeoisie noire, de sorte que l'hyperghetto est doublement ségrégué, selon l'appartenance raciale et selon la position de classe. Enfin, et en conséquence, il s'est vu dépouiller du canevas des institutions indigènes qui faisaient office de tampon contre la domination et de cadre à la vie quotidienne. Les institutions communautaires de la Bronzeville historique, créées par et pour les Noirs et tournées vers la satisfaction de leurs besoins propres, ont été supplantées par les bureaucraties étatiques de contrôle social : l'aide aux familles démunies (*welfare*) s'est mué en assistance conditionnelle stipulant une obligation d'emploi (*workfare*), les écoles publiques ravalées aux rang d'établissements d'enfermement, sans oublier la police devenue frénétique, la justice punitive et un système carcéral intrusif et hyperactif et ses extensions telles que les services de probation et de supervision des repris de justice relâchés en libération conditionnelle³. Bref, l'hyperghetto est un dispositif sociospatial d'exclusion nue qui scinde la communauté noire selon un gradient de classe et qui n'offre plus aucune des protections collectives et des avantages parallèles de la ghettoïsation.

¹ Voir, par exemple : Trotter Joe William, Jr., éd., *The Great Migration in Historical Perspective: New Dimensions of Race, Class, and Gender*, Bloomington, Indiana University Press, 1991 ; Alferdteen Harrison (éd.), *Black Exodus: The Great Migration from the American South*, Indianola, MI, University Press of Mississippi, 1992 ; James N. Gregory, *The Southern Diaspora: How the Great Migrations of Black and White Southerners Transformed America*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2007.

² Les élément-clefs du programme politique conservateur après les années 1970 tant au sein des banlieues que de la ville, dont la révolte contre les impôts, le soutien à la privatisation des services publics et la demande de distribution de *school vouchers* (« bons scolaires » permettant aux familles qui le souhaitent d'envoyer leurs enfants dans des écoles privées avec une subvention du secteur public), ont été façonnées dans le creuset de la « fuite des Blancs » comme puissant mouvement sociospatial visant à contrer, voire à inverser, les gains du Mouvement des droits civiques. Voir la monographie de : Kevin M. Kruse, *White Flight : Atlanta and the Making of Modern Conservatism* (Princeton, Princeton University Press, 2007), qui appelle une réplique.

³ Wacquant Loïc, *Punishing the Poor*, *op. cit.*, chapitres 2 et 6.

le cloisonnement à l'européenne : du territoire ouvrier à l'anti-ghetto

Traversons à présent l'Atlantique afin de reconstituer la trajectoire involutive de la périphérie des villes de l'Europe occidentale depuis la fin de la décennie 1970. Pour commencer, ces territoires ouvriers sont typiquement dépeints – et dénigrés – comme des « ghettos d'immigrés » par les médias et dans le débat de politique publique, alors qu'ils sont en réalité de zones mixtes en termes de composition socioprofessionnelle et d'ethnicité¹. Hormis quelques particularités locales, les banlieues populaires de France abritent des populations majoritairement françaises et mêlent des habitants provenant de dizaines de nationalités différentes. Historiquement, ces districts étaient ancrés par l'emploi en usine et se caractérisaient par une étroite imbrication des mondes du travail salarié, des services municipaux et des activités familiales marquées, au coin, par l'ouvriérisme. Mais cette imbrication étroite entre l'atelier, la municipalité et la communauté de vie quotidienne s'est défaite sous la pression de la désindustrialisation et du chômage de masse, de l'universalisation de la scolarisation comme mode d'accès aux positions sociales valorisées, et des revirements des politiques étatiques.

Permettez-moi de me concentrer sur la politique de l'État en ce qui concerne le logement social, puisque c'est une question qui intéresse prioritairement les architectes et les urbanistes. Pour le dire vite, au cours des trois dernières décennies, les gouvernements d'Europe occidentale sont passés du financement de la *construction* de logements à loyers modérés destinés à la classe ouvrière à l'octroi de subventions ciblées sur les *ménages* pour les aider à accéder au marché de la maison individuelle (en France, cette transition est décrite par l'expression « de l'aide à pierre à l'aide à la personne »). Cette politique a permis à des familles des fractions inférieures de la classe moyenne et à l'aristocratie ouvrière de sortir des grands ensemble gérés par le secteur public et de migrer dans l'habitat pavillonnaire du secteur privé. Du fait de cet « écrémage » des ménages matériellement stables,

ne sont restés dans ces grands ensembles en déshérence que les familles ouvrières alors même qu'elles étaient déstabilisées par la hausse spectaculaire du chômage et par la diffusion inexorable de l'emploi précaire. Le résultat de cette confluence entre transformation économique et revirement politique est la détérioration du bâti, la paupérisation économique et la diffamation publique des cités de la périphérie aujourd'hui universellement perçues comme des enfers urbains dans lesquels seuls les rebuts de la société toléreraient de vivre².

La question qui surgit alors est de savoir si ces territoires ouvriers paupérisés et stigmatisés évoluent selon des modalités qui en font des ghettos ou qui les apparentent à cette constellation. Ayant forgé une caractérisation analytique de ce qu'est un ghetto, des éléments structuraux qui le composent et des fonctions qu'il remplit, nous sommes à même de lui fournir une réponse rigoureuse. Si nous n'avions pas pris la peine de spécifier conceptuellement ce que signifie le terme, la question serait soit dépourvue de sens, soit insoluble. Si vous vous accrochez à une vague notion du sens commun, celle en cours dans la vie quotidienne, la rumeur journalistique et le débat politique, comme dans de larges pans de la recherche impulsés par des considérations médiatico-politiques, c'est-à-dire à la perception ordinaire, fumeuse et nébuleuse, du ghetto comme un « mauvais quartier », ou comme un quartier ségrégué, un quartier pauvre, un quartier violent ou délabré dans lequel il est recommandé de ne pas entrer et de ne pas habiter, vous trouverez des ghettos à peu près partout, dans tout le pays et à toutes les époques. Dans cette optique, les ghettos disparaissent aussi vite qu'ils apparaissent en fonction d'une foultitude de facteurs conjoncturels et exogènes tels que l'inégalité économique, le taux de chômage, les bouleversements de l'immobilier et l'évolution de la criminalité. Mais alors, selon toutes ces définitions instables et interchangeable, les deux cas canoniques du ghetto, les *ghettos* du seizième siècle à Venise, Florence et Rome, et les *Bronzevilles* qui ont éclos au milieu du vingtième siècle à Chicago, Detroit et New York, ne sont pas des ghettos !

Qu'en est-il donc des périphéries ouvrières des villes d'Europe occidentale au tournant de notre siècle : évoluent-elles vers la figure du ghet-

¹ Cf. Stébé Jean-Marc, *La Crise des banlieues. Sociologie des quartiers sensibles*, 3^{ème} éd., Paris, Presses Universitaires de France, 2007 ; pour la France ; et : Musterd Sako, Murie Alan et Kesteloot Christian (éd.), *Neighbourhoods of Poverty: Urban Social Exclusion and Integration in Comparison*, London, Palgrave Macmillan, 2006, pour un panorama européen.

² Wacquant Loïc, « Territorial Stigmatization in the Age of Advanced Marginality », *Thesis Eleven* 91, novembre 2007, pp.66-77 ; et, *Parias urbains, op. cit.*, pp.253-255.

to ? Ma réponse à cette interrogation est ferme et sans équivoque : c'est non. Je vous renvoie à *Parias urbains* pour les détails empiriques de la démonstration. Je veux mettre ici en évidence quatre tendances qui démontrent que les zones déclassées du bas de la métropole européenne ont voyagé dans une direction *opposée* à celle du ghetto, de sorte qu'on peut même affirmer qu'elles se transforment en *antighettos* (pour autant que l'on tient à conserver cette terminologie, que je ne trouve ni pertinente ni utile).

Premièrement, la ghettoïisation implique que les membres d'une catégorie circonscrite sont contraints de vivre dans un espace séparé qui leur est réservé, contrainte qui se traduit mécaniquement par une *homogénéité ethnique croissante*. Or, les quartiers déchus de la Ceinture rouge de Paris et de ses banlieues sœurs de France sont devenus de moins en moins homogènes sur ce front au cours des trois dernières décennies. Quand j'ai réalisé mon travail de terrain dans la ville de La Courneuve en 1991, non loin de l'aéroport Charles de Gaulle, la population habitant dans le grand ensemble mal famé des Quatre mille se distribuaient en vingt-six nationalités ; lorsque je suis retourné dans cette même cité pour discuter de mon livre avec des militants d'associations locales en 2006, j'ai découvert qu'elle accueillait à alors quelque soixante-deux nationalités. Cette évolution vers plus d'hétérogénéité ethnonationale s'observe dans les quartiers de relégation de tous les pays du continent.

Un second indicateur de ghettoïisation est *l'accroissement de la densité organisationnelle* : une catégorie stigmatisée assignée à une enclave réservée la peuple d'institutions qui lui sont propres, ce qui se traduit par la multiplication et la différenciation accrue des organisations formelles et informelles dans le lieu considéré. Mais les territoires ouvriers en déclin de l'Europe occidentale, des Midlands britanniques à la Ruhr allemande en passant par les *quartieri degradati* des villes du Nord de l'Italie ou de la périphérie de Copenhague, affichent une évolution exactement inverse : ils sont affaiblis par le déclin puis la disparition des organisations locales, notamment celles historiquement liées au soutien à la classe ouvrière industrielle dans les domaines du travail et du voisinage. Plus souvent qu'à leur tour, les organismes et associations présentes aujourd'hui dans ces quartiers sont des émanations directes ou indirectes de l'État, à savoir, des bureaucraties publiques et des organismes du tiers secteur dépendant de financements publics qui sont incapables de

subvenir par eux-mêmes aux besoins des populations du cru.

Troisièmement, j'ai souligné précédemment que le ghetto est une *machine à fusion culturelle* qui promeut l'émergence d'un idiome commun d'identification et de revendication englobant les différentes composantes de la population stigmatisée. Ainsi, la ghettoïisation a érodé la distinction entre Ashkénazes et Séfarades dans le cas des Juifs, de même que, dans le cas des Africains Américains, elle a fondu les différences entre les nègres (*Negros*) et les mulâtres (*mulattoes*) qui, jusqu'aux années 1920, aspiraient à être reconnus comme une catégorie ethnique distincte. Là encore, les territoires ouvriers en déclin de l'Europe occidentale divergent de ce schéma de par leur incapacité avérée à sécréter une identité unifiée pour leurs habitants. Cela fait bientôt trente ans que politiciens et journalistes annoncent avec des trémolos dans la voix l'avènement de « ghettos » en France et dénoncent à cris d'orfraies une « américanisation » supposé de la ville. Dans la réalité, les populations des banlieues mis en jachère économique et sociale demeurent profondément divisées selon la position et la trajectoire de classe, la provenance nationale et l'affiliation ethnique (au sein d'une même nationalité), autant que selon l'âge et la génération. Une illustration : à La Courneuve, depuis trois décennies, les locataires des Quatre mille se sont vus offrir par la ville un bail emphytéotique pour construire une mosquée sur un terrain municipal. Mais les diverses populations de confession musulmane – Marocains, Algériens, Tunisiens, Turcs, une poignée de Chinois et un nombre croissant de migrants venus d'Afrique orientale – se sont avérés incapables de parvenir à un accord minimal leur permettant de démarrer le projet de construction parce que chacune souhaite gérer son propre lieu de culte. La crainte que l'islam offre une vision du monde commune et un idiome capable d'unifier les migrants postcoloniaux dans les banlieues ouvrières françaises, les « *sink estates* » de Grande-Bretagne, les « *Problemquartier* » d'Allemagne, etc., s'est révélée être sans fondement. Le seul marqueur symbolique que portent les résidents des banlieues populaire de France et du reste de l'Europe est le stigmatisme propre au fait de résider dans un quartier en déréliction¹.

¹ Wacquant Loïc, « Territorial Stigmatization in the Age of Advanced Marginality », *art. cit.* ; Blokland Tajla, « "You Got to Remember you Live in Public Housing": Place-Making in an American Housing Project », *Housing, Theory and Society*, 25, no1, 2008, p. 31-46 ; Mooney Gerry, « The "Broken Society" »

Une quatrième caractéristique propre du ghetto est que *ses frontières sont étanches et infranchissables* puisqu'il entend confiner l'ensemble des membres de la catégorie ciblée, quels que soient leurs revenus et de leur statut social. Les ghettos Juifs de l'Europe pré-révolutionnaire, tels que ceux de Francfort et de Prague, enserraient dans leurs rêts tous les Juifs, riches et pauvres ; le Bronzeville de Chicago verrouillait dans son périmètre toutes les classes noires, des plus misérables aux plus opulentes, des criminels de rue aux notables, quand bien même ceux-ci gravitaient vers des districts distincts au sein de la « Ceinture noire ». C'est exactement l'inverse dans la périphérie urbaine européenne, où les familles issues de l'immigration post-coloniale qui grimpent dans la structure de classe – par le biais du système scolaire, du petit entrepreneuriat, de l'emploi salarié (souvent dans le secteur public) ou encore par le truchement de la cohabitation et du mariage – quittent derechef leurs quartiers déshérités. Et, comme dans le cas des Latinos et des « *white ethnics* » aux États-Unis, la mobilité sociale ascendante se traduit graduellement par la dispersion spatiale et l'incorporation au corps social national. Les Algériens dominaient le bosquet nord des Quatre Mille lorsque j'ai conduit mes observations à La Courneuve ; vingt-cinq ans plus tard, ils ont pratiquement disparu de ce grand ensemble (où ils ont été remplacés par des familles venues de Turquie, d'Afrique orientale et d'Asie). Ces ménages et leurs enfants ont migré vers des cités similaires dans la grande couronne de Paris ou bien sont montés dans l'échelle sociale pour se disperser dans l'espace urbain, où ils se mêlent avec des familles françaises « blanches » de même niveau de classe. Il existe aujourd'hui une petite-bourgeoisie et un embryon de bourgeoisie d'origine maghrébine en France – parfois appelée « beurgéoisie »¹ – mais il n'existe nulle part de quartiers identifiables de « beurs » de classe moyenne.

En somme, les districts populaires en déclin de la métropole européenne sont devenus de plus

en plus hétérogènes au plan de leur recrutement ethnique et leur écologie organisationnelles de moins en moins dense ; leurs frontières sont poreuses et leurs habitants ont échoué à se forger une identité culturelle commune. Sous ces quatre dimensions, ils sont pris dans une dynamique socio-spatiale *diamétralement opposée à celle qui conduit au ghetto*. C'est pourquoi je les appelle *antighettos*, par provocation à l'égard des tenants de la thèse en vogue de l'« américanisation » de la ville européenne. A l'examen, le langage de la ghettoisation se révèle être fondamentalement inadapté pour caractériser le cloisonnement urbain en Europe occidentale à l'aube du vingt et unième siècle.

*

* *

Permettez-moi, en guise de conclusion, d'aborder l'élément final intervenant dans l'équation du cloisonnement urbain. Pour percer la logique de la relégation dans la métropole étasunienne et européenne, il nous faut préciser les critères selon lesquels les populations sont triées et repoussées au bas du système stratifié des lieux qui composent la ville. Aux États-Unis, la capture dans un ghetto est déterminée exclusivement par l'appartenance ethnique – en l'occurrence par cette variante particulière de *l'ethnicité déniée* communément appelée la « race » – puis elle se module selon la classe avec l'émergence du duo formé par l'hyperghetto et les quartiers satellites ségrégués des classes moyennes noires ; et la marginalisation est distinctement intensifiée par l'État par le truchement de sa fragmentation administrative et de ses politiques économiques, sociales, éducatives, de logement et de santé, qui convergent toutes pour creuser les disparités urbaines et enraceriner la pauvreté au bas de l'espace physique et social. On peut synthétiser cette dynamique par la formule algébrique :

(Eth > C) x État

Laquelle se lit « le cloisonnement sociospatial est déterminé par une combinaison où l'ethnicité l'emporte sur la classe et se voit amplifiée par l'État ». Par contraste, en Europe occidentale, la classe domine l'ethnicité dans la détermination de la relégation et la dynamique de marginalisation est fortement enrayée, et même pour partie atténuée, par l'État grâce à la combinaison d'un filet de protection sociale à portée universaliste et d'inter-

Election : Class Hatred and the Politics of Poverty and Place in Glasgow East », *Social Policy and Society* 8, no.4, 2009, pp.437-450 ; et : Kipfer Stefan et Petrunia Jason, « "Recolonization" and Public Housing : A Toronto Case Study », *Studies in Political Economy*, 83S, print 2009, pp.111-139.

¹ Wihtol de Wenden Catherine et Leveau Rémy, *La Beurgéoisie*, Paris, CNRS Editions, 2007. Dérivé par inversion du mot *arabe* en langue de la rue, le terme de *beur* est parfois utilisé dans la vie de tous les jours et dans le débat public pour désigner les français d'origine maghrébine (bien qu'il soit tout aussi fréquemment rejeté par ceux-là même qu'il est censé caractériser, qui jugent le terme offensant).

ventions ciblées visant à limiter le déclin urbain, ce qui nous donne la formule algébrique suivante :

$$(C > \text{Eth}) \div \text{État}$$

Ce développement clarifie le premier mot du titre de ma conférence: « La fabrique du cloisonnement urbain au vingt-et-unième siècle » (« *designing* » au sens de concevoir et mettre en formes). Des deux côtés de l'Atlantique, il s'avère que l'État est le grand architecte de la marginalité urbaine, par omission ou par commission. Par-delà les courants de l'économie mondiale et les revendications montantes de la société, l'État est l'institution qui fixe les paramètres selon lesquels s'effectue la distribution des personnes, des ressources efficaces et des activités dans l'espace à deux dimensions décrit par le diagramme du cloisonnement sociospatial. Par sa configuration comme par le biais de ses divers programmes, de l'aménagement du territoire au zonage urbain en passant par la (dé)régulation économique, la politique fiscale et budgétaire, et les investissements en infrastructure et jusqu'à la fourniture spatialement différenciée des biens publics primordiaux (que sont le logement, l'éducation, la formation professionnelle, la santé, la protection sociale et la vigilance policière), l'État fixe la distance entre les positions situées en haut et en bas de l'ordre urbain ; il configure les véhicules, les voies et la facilité avec laquelle cette distance peut être parcourue ; et il décide quelles formes de cloisonnement sociospatial prennent racines et croissent (si les catégories dépourvues et diffamées sont confinées dans un ghetto, un quartier ethnique ou un taudis ; la taille et la portée du système carcéral dont elles sont la principale clientèle ; si les districts réservés des classes supérieures se ferment et s'isolent, etc.).

A travers sa structure et ses politiques, ses modalités d'action et d'inaction, le Léviathan détermine l'étendue, la diffusion et l'intensité de la marginalité dans la ville. Cela implique que, pour autant qu'ils contribuent à la production de l'environnement bâti dans ce cadre politique, les urbanistes et les architectes participent au modelage physique de l'espace de la relégation sociospatiale. Et qu'ils sont donc susceptibles d'être de plus en plus impliqués dans la fabrique du cloisonnement urbain, si tant est que les sociétés avancées misent de plus en plus sur les « solutions » spatiales aux problèmes sociaux qui s'enveniment dans la métropole polarisée¹.

¹ On en trouvera une illustration stimulante dans l'analyse que livre Fairbanks des rouages de l'économie informelle des centres de désintoxication pour drogués et alcooliques dans

les quartiers déshérités de Philadelphie comme « nouveau mode d'endiguement qui brasse les déshérités dans des espaces de misère concentrée » (Fairbanks Robert P., *How It Works: Recovering Citizens in Post-Welfare Philadelphia*, Chicago: University of Chicago Press, 2009, p.268).